

1975	Source : <i>Contradictions</i> , N° 7 - 1975
-------------	---

LA SOCIAL-DEMOCRATIE BELGE ET L'HÉRITAGE RÉFORMISTE

Marcel LIEBMAN

L'image de la social-démocratie belge subit depuis toujours un double gauchissement qui en voile la nature véritable. A sa « belle époque », elle faisait figure de parti révolutionnaire. Elle apparaissait comme tel à nombre de ses adversaires, autant qu'à une très large fraction de ses adhérents. Aujourd'hui encore, ses militants les plus à gauche songent avec nostalgie à ce vieux P.O.B. des temps héroïques auquel la pratique de grève générale ainsi que la posture de formation oppositionnelle conféraient des allures altières et radicales. Dans une phase ultérieure de son évolution, le socialisme belge a paru arborer plus franchement ses couleurs : sans complexe, il s'est donné pour un parti « réaliste », c'est-à-dire réformiste. C'est l'étendard qu'il arbore toujours et que ses critiques de gauche, marxistes ou non, continuent à lui reconnaître. Identifier le réformisme belge avec le Parti socialiste est de pratique courante et relève, à première vue, de l'évidence la plus contraignante. En réalité, si son ancêtre, le Parti Ouvrier Belge, malgré la légende, n'a jamais été révolutionnaire, il n'est pas du tout certain qu'on puisse attribuer au P.S.B. que nous connaissons l'étiquette réformiste.

*

**

D'entrée de jeu, les circonstances qui ont entouré la naissance, en 1885, du Parti Ouvrier Belge, ont fait de lui une organisation politique tournée vers la réalisation d'un projet compatible avec le maintien de la démocratie bourgeoise. C'est en effet la conquête du suffrage universel qui accapara les premières énergies socialistes. Plus significatif encore, la constitution du jeune parti fut le résultat du ralliement de nombreuses organisations ouvrières existantes à l'action politique sous sa forme la plus

immédiatement perçue: la lutte pour la réforme électorale ¹. A quoi s'ajoute une circonstance supplémentaire : la motivation d'un nombre appréciable d'adhérents fut de trouver auprès de l'Etat une protection contre les aléas d'une condition sociale en voie de dégradation. Le projet spécifiquement socialiste de conquête du pouvoir - pacifiquement ou non - n'animait qu'une partie des effectifs rassemblés par le jeune P.O.B.

Il est vrai que le socialisme belge inaugura sa carrière par un engagement militant intense qui prit une forme spectaculaire : l'organisation d'une série de grèves massives de caractère ouvertement politique. C'était l'époque où Rosa Luxemburg invitait le prolétariat européen à « parler belge ». En 1893, en 1902 et en 1913, le Parti Ouvrier prit la direction de mouvements amples, engageant dans la lutte pour le Suffrage Universel, à chaque fois, des centaines de milliers d'ouvriers dont l'arrêt de travail prit, dans les circonstances de l'époque, l'allure d'un défi quasi révolutionnaire. Mais il ne suffit pas, à ce propos, de noter que l'objectif de ces actions - quelle qu'en fut parfois la témérité - se limitait à une revendication purement démocratique. Il est plus important d'observer - à la lumière d'une analyse précise des événements que « la grève générale... fut, dans une large mesure, imposée à la direction du P.O.B. ; que, celle-ci, une fois son principe décidé, en recula l'échéance et tenta d'en remettre en cause l'utilisation et que, l'action une fois engagée, elle la termina au plus vite, se contentant de résultats très partiels et refusant d'utiliser encore les moyens matériels accumulés » ². Quant à la présence des socialistes belges dans l'opposition, elle fut moins le résultat d'un choix délibéré (pourtant conforme aux décisions prises par la II^e Internationale, notamment lors de son congrès d'Amsterdam en 1904) que des succès électoraux du Parti Catholique.

En réalité, et comme d'autres organisations politiques socialistes de l'époque, le Parti Ouvrier opta pour un réformisme assez classique. La conquête, de plus en plus hypothétique, du pouvoir d'Etat fut conditionnée par celle, toujours plus aléatoire, d'une majorité parlementaire. A défaut de pouvoir obtenir celle-ci, on opta pour une alliance étroite avec l'aile avancée du libéralisme bourgeois. A la composante gradualiste du réformisme s'ajouta un pragmatisme qui se concrétisa par la naissance et le développement d'une série d'institutions professionnelles, coopératives

¹ Voir sur ce sujet: M. Szejnberg, « La fondation du Parti Ouvrier Belge et le ralliement de la classe ouvrière à l'action politique (1882-1886) », *International Review of Social History*, II, 1963.

² M. Liebman, « La pratique de la grève générale dans le Parti Ouvrier Belge jusqu'en 1914 », *Le Mouvement social*, janvier-mars 1967.

et mutuellistes dont le caractère de classe manifestait la puissance et la conscience grandissantes du prolétariat belge. Mais, en même temps, se constituait ainsi un réseau de structures et d'intérêts qui se trouve à l'origine du « monde socialiste » tel que nous le connaissons aujourd'hui encore en Belgique. L'abolition du capitalisme figurait certes parmi les objectifs déclarés du socialisme belge, mais sa réalisation, différée, se plaçait en quelque sorte dans une perspective géologique : cas typique d'un réformisme encore enrobé d'une rhétorique vaguement révolutionnaire, soucieux à coup sûr d'améliorer la condition ouvrière et de payer le prix qu'impliquait pareille volonté. Le gradualisme n'excluait pas un militantisme vigoureux fouetté au demeurant par les réflexes strictement conservateurs de la classe dominante.

*

**

Le caractère de l'époque historique qui précéda la première guerre mondiale ainsi que les progrès enregistrés par le mouvement ouvrier belge - moins sur le plan politique que sur celui de sa force et de son organisation de classe - expliquaient l'optimisme propre à la stratégie réformiste. La guerre de 1914-1918 d'abord, les crises politique et économique de l'entre-deux-guerres ensuite, l'essoufflement de la démocratie libérale et, plus généralement, l'exacerbation des antagonismes de classes à la suite des victoires contradictoires du prolétariat révolutionnaire en Russie et de la réaction fasciste en Europe, tout cela aurait dû produire une révision déchirante des anciennes options choisies par le mouvement socialiste. La social-démocratie belge, pour sa part, ne s'y résolut pas. Seule exception à cette règle, le révisionnisme d'Henri De Man et de ses amis, décidés à lâcher du lest et qui, croyant céder à l'esprit du temps, veulent distendre les liens noués entre le P.O.B. et la classe ouvrière. Ce fut la principale signification du « néo-socialisme » où, sous prétexte d'adapter ou de dépasser le marxisme, on s'ouvrit tout à la fois à une idéologie étatiste et au nationalisme. Des hommes comme Vandervelde, représentant d'une ère révolue, firent alors figures de « socialistes de gauche », pour la seule raison qu'ils entendaient demeurer fidèles au parlementarisme et à une conception déjà traditionnelle des rapports entre le parti et sa classe³.

Par rapport à l'avant-guerre, le discours social-démocrate belge subit toutefois des changements. Il convenait, selon ses principaux porte-parole,

³ Sur cette période, voir M. Claeys-Van Haegendoren: *25 Jaar Belgisch socialisme*,

de parer au plus pressé. Concrètement, il s'agit successivement de faire participer les travailleurs belges à la reconstruction nationale pour que celle-ci ne s'opérât pas à leur détriment, de combattre la crise du franc et puis d'enrayer la crise tout court ; enfin d'affronter le danger que le fascisme faisait courir à la démocratie. De telles urgences exigeaient, surtout dans une période de dépression, que l'on renonçât, pour un temps au moins, à tout projet offensif : les conquêtes sociales graduelles qu'implique nécessairement la stratégie réformiste furent reléguées aux accessoires dont on les retirerait en des temps plus propices.

La « parenthèse » de la crise et du fascisme une fois fermée, le Parti Ouvrier, sous sa nouvelle étiquette (P.S.B.), donna un moment l'impression de renouer avec l'ancienne philosophie où la revendication, éventuellement énergique, de réformes préparait des changements plus fondamentaux et devait culminer dans la mise en cause et la disparition du capitalisme. On était en 1945 et les socialistes belges se réunirent en un revigorant « Congrès de la victoire ». « L'heure est venue de poser la question du régime » déclarèrent les auteurs du projet de résolution soumis à l'assemblée. Et d'ajouter : « Dès à présent, le Parti subordonne toute sa politique intérieure aux nécessités transcendantes de cette transformation du régime ». Se souvenant des expériences décevantes de l'entre-deux-guerres, ils affirmaient enfin que le Parti socialiste est « de moins en moins féru de voir ses mandataires siéger aux côtés de représentants des clans conservateurs et de délégués du dirigisme capitaliste, dont la présence enlève toute homogénéité au gouvernement dont ils font partie »⁴.

Trente ans ont passé depuis cette solennelle proclamation d'intention. Au cours de ces trente années, le Parti socialiste belge occupa pendant vingt ans à peu près sinon les centres du pouvoir du moins les plus importantes fonctions ministérielles, soit dans des cabinets d'union nationale soit dans des gouvernements de coalition. Cette période est assez longue et les expériences qu'elle a permis d'accumuler suffisamment nombreuses pour permettre un jugement historique échappant à l'impressionnisme de telle ou telle péripétie politique.

Personne, même parmi les plus ardents avocats du P.S.B., ne prétendra sérieusement que son action, celle de ses militants, de ses mandataires et de ses ministres ait eu pour résultat la « transformation profonde » du régime qu'il se fixait pour objectif et dont il faisait la condition

Ed. De Standard, 1967.

⁴ Cite par Chlepner, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique* Bruxelles, Institut de sociologie, 1958, p. 379-380.

de sa présence au gouvernement. A cette observation, évidente et banale, doivent toutefois s'en ajouter deux autres. La carence du projet réformiste révélée par l'absence de transformation profonde du régime n'est pas véritablement le résultat d'un *échec* de l'action socialiste. Il serait en effet impossible d'évoquer une politique continue menée par le socialisme belge au cours des dernières décennies et qui aurait eu pour objet d'apporter à notre système social, économique et politique des changements profonds. On peut sans doute juger diversement la stratégie des réformes de structures (anti-capitalistes) dont la discussion a souvent animé les milieux socialistes. Il reste cependant que les responsables du P.S.B. n'ont même jamais *tenté* d'en obtenir un commencement d'exécution. Comme le signale, par exemple, Chlepner dans son ouvrage classique *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, « si plusieurs projets de nationalisation ont été déposés par des députés socialistes, le Parti n'a jamais insisté sur une sérieuse prise en considération... »⁵.

Il faut aller plus loin encore dans la critique du bilan socialiste. Car si le P.S.B. s'est abstenu, pendant plus d'un quart de siècle (pour ne rien dire de la stérilité de l'entre-deux-guerres), de s'en prendre aux structures fondamentales du régime, il a laissé à d'autres partis l'initiative des quelques modifications qui ont altéré le visage traditionnel de la société belge. Sur le plan politique, il a pris soin de ne pas s'identifier aux forces qui ont porté la revendication fédéraliste et cette hésitation a durement secoué l'aile wallonne du Parti.

Sur le plan économique, le succédané de planification dont nous disposons à l'heure actuelle est le résultat des premières mesures prises en ce domaine en 1959 par un gouvernement dont les socialistes étaient absents. En politique étrangère enfin, l'« œuvre de décolonisation » à laquelle la Belgique consentit sans trop de réticence fut l'œuvre d'une équipe principalement sociale-chrétienne, avec, comme figure de proue, le ministre Van Hemelrijck. On ne peut même pas dire que le Parti socialiste ait consacré la moindre énergie à faire mûrir ou à réaliser ce projet.

Comment ne pas conclure de ce bilan que le P.S.B. ne représente plus qu'une version très dégradée du réformisme social-démocrate. Si dégradée même que sa nature réformiste doit à présent être sérieusement mise en doute. Est-il réformiste, en effet, ce parti qui ne se bat plus pour des réformes dans un système politique et économique où la marge de changement est d'ailleurs devenue très étroite ? Et davantage encore, est-il réformiste, au sens classique et historique du terme, au sens où on a

⁵ Chlepner, *op. cit.*, p. 381.

toujours défini ce concept dans le mouvement ouvrier ? Porte-t-il encore le projet d'un passage, fut-il graduel et pacifique, étalé et légaliste, du capitalisme au socialisme alors qu'un réseau dense et diversifié de ramifications institutionnelles le lie à la société existante ?

La vieille querelle du ministérialisme et de l'anti-ministérialisme posait en termes simples le rapport de l'organisation socialiste à l'Etat bourgeois. Le courant anti-révisionniste le plus systématique rejetait l'hypothèse d'une collaboration gouvernementale (le fameux « millerandisme ») parce qu'elle associait les représentants du prolétariat à un pouvoir de classe nécessairement appelé à combattre les forces ouvrières. Ces représentants prendraient-ils, par exemple, la responsabilité de défendre l'ordre capitaliste menacé ? Ce débat est aujourd'hui dépassé. Il n'est pas pour autant anachronique. Il y a bien longtemps, en tout cas, que les leaders socialistes belges, traditionnellement attachés cependant à la démocratie libérale, ont prêté leur concours au renforcement de l'appareil d'Etat, y compris dans sa branche répressive. On se souviendra à cet égard de la participation des ministres socialistes à l'élaboration des lois de « maintien de l'ordre », au lendemain des grèves de 1960-61. Plus près de nous, des ministres de l'Intérieur et de la Justice du P.S.B., au cours de plusieurs conflits professionnels, firent de l'intervention de la gendarmerie un trait banal de l'action anti-ouvrière. Sur des plans connexes, le nom d'Alfons Vranckx a pris valeur de symbole et pour ce qui est de l'Appareil Idéologique d'Etat, c'est une personnalité socialiste, Achille Van Acker, qui a eu le cynisme de menacer du « gros bâton » les journalistes de la RTB-BRT.

Ainsi donc, la social-démocratie belge, paralysée quand il s'agit de réformer l'Etat bourgeois, retrouve son ardeur juvénile lorsqu'il s'agit de le défendre. On ne s'en étonnera pas outre mesure. Avec la croissance des fonctions étatiques et administratives caractéristiques du néo-capitalisme, et à la faveur du foisonnement d'institutions officielles, officieuses, parastatales, etc., l'imbrication du personnel étatique, au sens large du terme, et du personnel politique est devenue de plus en plus étroite. Cette imbrication est d'ailleurs particulièrement forte pour un parti comme le P.S.B. dont les cadres doivent souvent leur ascension sociale à la place qu'ils occupent dans la fonction publique. La présence socialiste, politique et syndicale, est massive dans les organismes les plus divers : au Conseil central de l'économie, dans les conseils économiques régionaux, à la Banque nationale, à la Société nationale de crédit à l'industrie, à la Société

nationale du logement, dans les organes de planification, d'intervention, de gestion économique, de concertation, dans les innombrables institutions qui enserment la société dans un carcan où la bureaucratie collabore avec un capitalisme irrité mais complaisant. Largement présent dans les organes centraux de l'Etat, le P.S.B. l'est tout autant au niveau des communes. Quel que soit le mérite administratif et le dévouement de ses mandataires, ce n'est pas à la réalisation d'un « socialisme municipal » qu'ils se sont attelés. Etant donné que, pour la législature 1965-68 par exemple, 98 des 112 parlementaires socialistes exerçaient un mandat communal et parmi eux 38 occupaient des fonctions de bourgmestre et 16 d'échevin ⁶, on imagine aisément l'influence des représentants du P.S.B. au sein des intercommunales. Ou, plus exactement, l'influence qu'exerce sur le socialisme belge cette présence massive de ses délégués dans des institutions étroitement liées aux activités économiques les plus lucratives.

Finalement, l'intégration de la social-démocratie dans l'ordre établi a pris une dimension que le débat entre les ministérialistes et les anti-ministérialistes n'avait pas prévu : l'identification entre les représentants de la classe ouvrière et l'appareil d'Etat - répressif et administratif - se complète, à la faveur d'un interventionnisme croissant, d'une relation, voire d'une collaboration obligée avec le monde des affaires. De récents scandales ont sur ce point révélé une réalité inscrite dans la nature de la social-démocratie contemporaine et qui échappe elle aussi à la problématique classique du réformisme. Ce pesant conditionnement politique, administratif et socio-économique que complètent les liens tissés avec des entreprises capitalistes hypothèque lourdement la capacité de changement et le dynamisme réformateur que devrait impliquer la liaison entre le Parti et la classe ouvrière. Ce conditionnement détermine d'ailleurs en son sein l'existence de forces contradictoires. Les unes, liées aux structures traditionnelles de l'organisation ou du « monde socialiste », tendent à reproduire l'idéologie réformiste héritée du Parti ouvrier et se heurtent aux tenants du « socialisme moderne » où se retrouvent non plus les fonctionnaires des institutions (de classe) du Parti, mais les grands et moins grands commis de l'administration, absorbés dans l'appareil étatique. Ce sont les heurts entre ces composantes - certes moins nettement circonscrites dans la réalité que nous le suggérons ici - qui expliquent, au moins en partie, les derniers affrontements qu'a connus le

⁶ Cette « municipalisation » est beaucoup moins poussée dans la fraction parlementaire PSC ou PLP. Voir F. Debuyst, *La fonction parlementaire en Belgique*, Bruxelles, C.R.I.S.P.

P.S.B. et qui ont déterminé son « tournant a gauche ».

*

**

Nous ne reviendrons pas ici sur les péripéties du congrès doctrinal réuni par le P.S.B. en novembre 1974 ⁷. Certes, il a fallu quelque naïveté pour voir en lui la preuve d'une profonde rénovation du socialisme belge après des années d'échecs, de stagnation et de désillusions. Il est vrai aussi que les interventions radicalisantes brusquement proclamées se concilient mal avec la présence à la tête du Parti d'un personnel abondant fidèle depuis toujours à une idéologie et à une pratique de collaboration de classes. Cela dit - et si le scepticisme est nécessairement de rigueur -, on aurait tort de négliger la signification de cet épisode de la vie politique belge car il illustre les contradictions qui continuent d'animer le mouvement socialiste.

La préparation même de ce congrès a paru surprenante aux observateurs. Tout au long d'une interminable procédure, les documents préparés par le bureau et envoyés aux fédérations ont subi des critiques et des amendements qui, tous, débouchaient sur leur gauchissement. Le résultat de ces multiples navettes, démontrant la vitalité de certaines sections du Parti et leur mécontentement, a été un document hybride et riche d'illogismes, mais dont le style rompait avec le langage ouvertement intégrationniste utilisé depuis de longues années par la direction du P.S.B.. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer cette rhétorique avec le contenu idéologique - assurément plus cohérent - des offensives droitières lancées il y a quelques années par les principales vedettes socialistes ⁸.

Ce qui plus est, le déroulement même du congrès a démontré qu'une grande partie des congressistes n'étaient pas dupes de cette soudaine conversion de praticiens éprouvés de la collaboration de classes. Le climat de ces assises s'en est ressenti et a révélé, parmi de nombreux participants, une disposition d'esprit si frondeuse qu'on ne peut y voir seulement l'effet de la rogne et de la mauvaise humeur : une gauche vindicative, face à une droite réduite – pour la première fois depuis très longtemps – à la défensive. Sans doute, faut-il voir dans cette conjoncture exceptionnelle le fruit des circonstances. Exclu du gouvernement, le P.S.B. se donne tout entier au rite stimulant de la « cure d'opposition ». Celle-ci, au demeurant, coïncide avec une crise si profonde du capitalisme - crise économique, crise de civilisation - que les courants oppositionnels que

⁷ Voir nos articles à ce sujet dans *Europe-74 Hebdo* des 20 et 27 novembre 1974.

⁸ Voir à ce sujet, par exemple, «Les discussions doctrinales au sein du Parti Socialiste », *Courrier Hebdomadaire* Bruxelles, CRISP, n° 341, 1966.

recèle toujours la social-démocratie belge s'en trouvent considérablement renforcés. En attendant que le Parti, conscient de ses responsabilités étatiques, ne renoue avec des pratiques ministérielles qui n'auront épuisé ni leurs séductions ni leurs effets.

Il reste que la pesanteur sociologique, politique et économique de la social-démocratie se heurte aux réticences, aux oppositions et aux refus que, dans ses propres rangs, entretient une contestation liée au monde ouvrier. Tant que le prolétariat belge, en effet, n'aura pas réaligné ses allégeances - et une telle perspective n'est pas dans l'ordre possible immédiat -, tant que la social-démocratie belge, héritière du réformisme d'autrefois, demeurera, dans sa vie institutionnelle, étroitement dépendante de la classe ouvrière, elle sera contrainte - à moins de complète démission et d'inévitable effondrement - d'en répercuter la situation marginale, d'en traduire certaines revendications, d'en exprimer quelquefois les dispositions combatives. C'est le prix qu'il faut payer pour justifier son existence et pour assurer sa présence dans les arcanes du pouvoir bourgeois.

(Février 1975)